

BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>

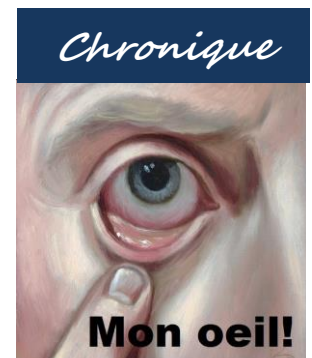


Édition du 23 février 2014

Budget, élections, réflexions ...

Je revenais du huis clos du budget à Québec.

J'écoutais la radio. Il y avait l'animateur qui recueillait des réactions sur le budget, sur les élections qui allaient être déclenchées, sur les orientations du gouvernement, sur les enjeux. Ça parlait de gouvernement responsable, de moins de gouvernement, de désengagement de l'État, de la fin de l'État providence...



Je me disais que personne ne semblait se rendre compte que le désengagement de l'État n'était pas généralisé. L'État ne se désinvestit pas de tout. C'est l'État-Providence qui est en régression. Et c'est quoi, l'État providence?

Providence vient du latin *providentia* (de *pro-* « en avant » et *videre* « voir ») qui signifie prévision, prévoyance. En ces temps de débats sur la laïcité de l'État, il est important de comprendre que ça n'a aucun rapport avec la Divine Providence que le petit Catéchisme définissait comme: « ...les dispositions par lesquelles Dieu conduit avec sagesse et amour toutes les créatures jusqu'à leur fin ultime. » (Catéchisme de l'Église Catholique, §321.)

Un État providence est un État prévoyant qui peut intervenir dans les domaines économiques et sociaux pour réguler, pour contrôler.

Un État providence intervient avec deux principaux objectifs :

- Un objectif de protection sociale : assurances contre les risques et aléas de la vie, comme la maladie, l'indigence, la vieillesse, l'emploi, la langue, la famille... ; mais aussi
- Un objectif de justice sociale, via certains mécanismes de redistribution des richesses, comme une fiscalité progressive.

L'État providence est fondé sur la **solidarité** entre les différentes classes sociales, et la recherche de la **justice sociale**.

C'est de ce rôle-là que l'État se désengage depuis les années '80, les années Thatcher-Reagan. C'est à cette conception, à ce rôle de l'État que les tenants et ténors du « moins d'État » s'attaquent. Pas à l'État en soi. Parce que ces gens ne veulent pas moins d'intervention de l'État, au contraire, ils en réclament plus. Mais ils le veulent :

- comme distributeur de contrats à l'entreprise privée (la sous-traitance, les PPP, les routes, l'éolien, etc);

- comme subventionneur qui finance les infrastructures nécessaires à la production de la richesse (comme le Plan Nord, l'investissement pour la recherche pétrolière sur Anticosti, etc)
- pour plus de contrôle social et plus de répression (lois et règlements, augmentation des peines de prison, du nombre de prisons, répression lors du G-20).

En fait, ils ont besoin de plus d'État pour mieux s'accaparer de notre richesse et, conséquemment, comme moyen de nous empêcher de nous révolter (lois matraques, police, justice, armée). Et ils utilisent les gouvernements pour façonner l'État comme ils le veulent.

Un exemple concret: Pierre « Québécois » Péladeau, un chantre du « moins d'État », s'en est pourtant bien servi pour mettre à l'abri son projet d'amphithéâtre en PPP avec le maire Labeaume à Québec.

Autre exemple : le projet de loi #205, déposé en 2011 par Lawrence Bergman du PLQ, qui visait à modifier des lois pour les accorder aux fiducies familiales du multimilliardaire Samuel Bronfman.

J'aurais aimé que l'animateur objecte ces arguments à ses invités : « Vous ne trouvez pas que l'État ne se désengage pas de tout, seulement de son rôle de protection et de justice sociale ?... » Mais j'imagine qu'on aurait dit qu'il n'était pas neutre, qu'il avait un parti pris, on l'aurait taxé de gauchiste.

En tout cas, un à qui on pourra peut-être poser la question bientôt, c'est Pierre Karl Péladeau. Une rumeur voudrait que ce tenant du moins d'État se présente pour le PQ aux prochaines élections dans St-Jérôme.

J'entends déjà des mauvaises langues dire qu'il s'en va lui-même s'assurer que l'État réponde à ses besoins!... Tut-tut-tut! Nenni!... Vous avez tout faux! Il ferait cela de façon tout à fait désintéressée, puisqu'il est indépendant de fortune. Il ferait ça par grandeur d'âme...

Vous voyez comme vous avez l'esprit mal tourné!... Tous des gauchistes!...

--

Jacques Benoit
Coordonnateur

Privatisation :

BONJOUR-SANTÉ - Depuis près de deux ans, le site internet Bonjoursanté.ca vous fait une offre alléchante. Il vous dénicher une place dans une clinique sans rendez-vous près de chez vous, la journée même. Vous devrez toutefois déboursier un peu plus de 17 dollars pour avoir accès à ce service de recherche... <http://goo.gl/prVeFn>

CONTRATS EN SANTÉ: LA CSN REDOUTE LA FIN DES APPELS D'OFFRES - La CSN dénonce un projet de règlement qui vise à faciliter l'octroi de contrats de gré à gré, notamment dans le secteur de la santé. Paru dans la Gazette officielle du Québec le 12 février, le projet de règlement, s'il entre en vigueur au terme de la période de consultation de 45 jours, permettrait «la conclusion de gré à gré de contrats de services destinés à assurer la continuité de services de santé ou de services sociaux dispensés à des personnes vulnérables de façon à les maintenir ou à les intégrer dans leur milieu de vie»... <http://www.ledevoir.com/societe/sante/400136/sant%C3%A9-projet-de-reglement-la-csn-redoute-la-fin-des-appels-d-offres>

LE PRIVÉ POUR GÉRER LES FOURNITURES MÉDICALES - Le Centre de santé et de services sociaux du nord de Lanaudière (CSSSNL) envisage de céder au privé la gestion de ses fournitures médicales. L'unique soumission reçue, celle de la multinationale Cardinal Health, est en cours d'analyse... <http://www.journallarevue.com/Actualites/Societe/2014-02-12/article-3613227/Le-privé-pour-gérer-les-fournitures-médicales/1>

LA PRATIQUE PRIVÉE N'A PAS AIDÉ LE SYSTÈME DE SANTÉ DU QUÉBEC - L'introduction de certaines pratiques privées dans le système de santé québécois n'a pas eu les effets espérés selon une note économique de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) publiée mardi... <http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201402/18/01-4740075-la-pratique-privee-na-pas-aide-le-systeme-de-sante-du-quebec.php>

Budget provincial 2014 : (voir les graphiques à la fin du Bull'Info)

BUDGET MARCEAU ET LA SANTÉ: COMPRESSIONS ET DÉASSURANCE - La Coalition solidarité santé dénonce la poursuite des compressions budgétaires en santé telle qu'annoncée dans le budget Marceau. L'augmentation budgétaire prévue à 3% est inférieure à celle de l'an dernier qui s'était pourtant traduite par des compressions difficiles à absorber par le réseau de la santé... <http://www.cssante.com/node/467>

BUDGET PROVINCIAL : CE QU'IL AURAIT FALLU FAIRE - LÉO-PAUL LAUZON - J'ai rédigé mon texte avant la publication officielle du budget, me disant que, comme toujours, on accoucherait de politiques lâches. Et j'ai bien eu raison. On vante tant la richesse (PIB par habitant) des States et de l'Ontario : alors pourquoi au Québec applique-t-on des recettes contraires? Dites-moi? ... <http://goo.gl/KKaHQ0>

LE MOUVEMENT SYNDICAL DÉÇU D'UN BUDGET «AUSTÈRE» - Sans surprise, le mouvement syndical s'est dit déçu du budget présenté jeudi par le ministre des Finances du Québec, Nicolas Marceau, que ce soit au chapitre de la hausse de la tarification en garderie ou du cadre financier des prochaines négociations avec la fonction publique... http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/02/20/mouvement-syndical-decu-budget-provincial- n_4826720.html

LE GOUVERNEMENT VEUT QUE «L'ARGENT SUIVE LE PATIENT»: Le gouvernement confirme le virage vers un financement à l'activité - C'est une petite révolution qui se prépare dans le système de santé québécois : le gouvernement Marois a confirmé jeudi qu'il adopte le virage vers un « financement axé sur les patients ». Dans le futur, ces derniers deviendront une « source de revenus plutôt qu'une source de dépenses », souhaite-t-on... <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/400769/sant>

LA PARTIE DE CACHE-CACHE - Aucun gouvernement dont les finances sont dans le rouge ne peut espérer marquer de points grâce à un budget. Il peut même s'estimer heureux de ne pas en perdre. Il est clair que l'augmentation du tarif des garderies sera mal accueillie par de nombreux parents, mais si le gouvernement Marois voulait donner un exemple de sa détermination à limiter les dépenses, il pouvait difficilement trouver mieux... <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/400782/la-partie-de-cache-cache>

DES COMPRESSIONS À VENIR, CRAINT LE RÉSEAU DE LA SANTÉ - Avec une hausse d'à peine 3% des dépenses prévue en 2014-2015, le réseau de la santé risque de vivre des heures difficiles et le milieu craint déjà de se heurter à des choix déchirants... <http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201402/21/01-4741049-des-compressions-a-venir-craint-le-reseau-de-la-sante.php>

UN DÉBAT URGENT - D'un sondage à l'autre, le constat est le même : l'accès aux soins de santé demeure de loin la plus grande préoccupation de la population, bien plus que la création d'emploi ou la lutte contre la corruption. En décembre dernier, alors que la charte de la laïcité était sur toutes les lèvres, un sondage CROP-L'Actualité indiquait qu'elle venait seulement au dixième rang sur la liste des sujets que les électeurs québécois souhaitent voir aborder au cours de la prochaine campagne... <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/400266/un-debat-urgent>

SANTÉ PUBLIQUE: PARLONS DE VACHE SACRÉE - LÉO-PAUL LAUZON - On n'a plus les vaches sacrées que l'on avait. - À écouter les pontifes du Conseil du patronat du Québec, les Québécois jouissent de services publics en or que l'on n'a plus les moyens de se payer. Ils disent les mêmes stupidités sur l'éducation, entre autre universitaire, les garderies, les postes, les autoroutes, les ponts et les aqueducs. Jamais les légionnaires de la caste dominante ne remettent en question les coûts exorbitants de l'armée, de la police et de la justice, car ils en sont les principaux utilisateurs et les principaux bénéficiaires... <http://blogues.journaldemontreal.com/lauzon/politique/sante-publique-parlons-de-vache-sacree/>

ÉLECTIONS : CE DONT ON NE PARLERA PAS - Philippe Couillard a raison, le dépôt du budget d'hier annonce le début de la campagne électorale. Le Parti québécois voit une possibilité d'aller chercher une majorité, il va tenter sa chance. Une campagne électorale est, en théorie, l'occasion de discuter de ce que nous voulons comme société. Voyons quelques enjeux importants qui ont de bonnes chances d'être malheureusement mis de côté lors des prochaines semaines... <http://blogs.journaldemontreal.com/iris/environnement/elections-ce-dont-on-ne-parlera-pas/>

LES HÔPITAUX VEULENT REVOIR LE PANIER DE SERVICES - Les hausses salariales des médecins ont mis à mal le réseau de santé, constatent les établissements - Le système de santé est « au bord de la rupture » : l'injection de 1,2 milliard de dollars de plus au prochain budget sera nécessaire pour éviter que les services à la population ne soient touchés, avertissent les établissements du réseau... <http://www.ledevoir.com/societe/sante/400188/les-hopitaux-veulent-revoir-le-panier-de-services>

PAUL ARCAND : DIANE LAVALLÉE, directrice générale, Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux; l'association a présenté une série de recommandations au ministre Marceau en vue du budget qui sera déposé cette semaine... <http://www.985fm.ca/lecteur/audio/diane-lavallee-directrice-generale-association-q-211299.mp3>

LA PAYE DES DOCTEURS - Est-ce que les Québécois versent trop d'argent aux médecins pour les services qu'ils reçoivent en retour? Il est légitime de poser la question quand les finances publiques sont précaires, que le réseau de la santé et des services sociaux accapare 49 % du budget et que l'accès aux soins laisse toujours à désirer. Mais de grâce, évitons de croire qu'il suffirait de couper la paye des «docteurs» pour résoudre nos problèmes... <http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/editoriaux/201402/19/01-4740567-la-paye-des-docteurs.php>

BUDGET MARCEAU: LES MÉDECINS DE FAMILLE PRÊTS À NÉGOCIER - Les médecins de famille sont d'accord pour négocier un report des augmentations de leur rémunération pour les deux prochaines années et permettre au gouvernement québécois de sortir d'une situation financière difficile... <http://goo.gl/BXrQ1T>

BUDGET QUÉBEC 2014 - CHOC DÉMOGRAPHIQUE AU QUÉBEC : PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE À L'HORIZON - Plusieurs experts le répètent : le choc démographique est bel et bien arrivé au Québec. Pour la première fois en 2014, le nombre de Québécois âgés de 15 à 64 ans va diminuer et le bassin de main-d'œuvre va commencer à se vider... <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2014/02/18/006-choc-demographique-quebecois-main-doeuvre.shtml>

BUDGET 2014-2015 : LE GOUVERNEMENT DOIT RASSURER LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ! - Les organismes communautaires autonomes craignent qu'aucune prévision des dépenses ne figure au budget de demain. Ils s'inquiètent que le document soit si succinct qu'il ne comporte pas les informations suffisantes pour véritablement connaître les intentions du gouvernement... <http://www.newswire.ca/fr/story/1308825/budget-2014-2015-le-gouvernement-doit-rassurer-les-organismes-communautaires>

Budget fédéral 2014 :

FLAHERTY, LE DÉFICIT ET L'ASSURANCE-EMPLOI - Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a finalement effacé le monstrueux déficit fédéral qui pesait sur le Canada depuis la crise. Au dévoilement du budget, mardi dernier, cet accomplissement suscitait l'admiration des journalistes, économistes, fiscalistes et autres financiers. La plupart ont souligné, non sans raison, la rigueur des conservateurs et leur détermination à réduire les dépenses pour atteindre l'équilibre budgétaire. Qui ne se rappelle pas l'abolition des 19 200 postes de fonctionnaires annoncée l'an dernier ?.. http://plus.lapresse.ca/screens/466d-02c4-52fe4755-ab12-35f6ac1c606d%7C_0.html

DES ONG PROGRESSISTES SOUS LA LOUPE DU FISC - Des ONG, groupes communautaires et organismes à but non lucratif sont sur les dents alors que le fisc canadien multiplie les vérifications sur les activités politiques d'organismes de bienfaisance... <http://goo.gl/KdP8aS>

LES IMMIGRANTS RICHES ET LES IMPÔTS - Saviez-vous que les immigrants riches ont pu être exemptés d'impôts sur leur fortune pendant cinq ans ces dernières années? Et que cette exemption, tout à fait légale, était possible grâce à l'utilisation de paradis fiscaux?... <http://affaires.lapresse.ca/opinions/chroniques/francis-vailles/201402/19/01-4740251-les-immigrants-riches-et-les-impots.php>

Organisation des soins et services :

PEU D'AMÉLIORATIONS DANS LE SYSTÈME DE SANTÉ DU QUÉBEC - L'introduction des pratiques inspirées du secteur privé dans le système de santé du Québec est jusqu'à maintenant un échec, selon une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)... <http://argent.canoe.ca/nouvelles/peu-dameliorations-dans-le-systeme-de-sante-du-quebec-18022014>

NOTE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'IRIS SUR LA GOUVERNANCE EN SANTÉ... <http://goo.gl/ho3FMN>

CLINIQUE RÉSEAU SAINT-VALLIER : La clinique réseau Saint-Vallier menacée de fermeture - Seule à desservir le territoire de la basse-ville de Québec, la clinique réseau Saint-Vallier est menacée de fermeture, en raison du manque criant de médecins... <http://www.journaldemontreal.com/2014/02/18/la-clinique-reseau-saint-vallier-menacee-de-fermeture>

L'ASSURANCE AUTONOMIE : UNE AUTRE RÉFORME BANCALE ? - Quand le gouvernement met de l'avant un projet visant à améliorer les services aux aînés en perte d'autonomie, au départ, on donne la chance au coureur. C'est ce qui a été fait au moment du dépôt du Livre blanc sur l'assurance autonomie présenté par le ministre Réjean Hébert... <http://www.chronijacques.qc.ca/2014/02/une-autre-reforme-bancale/>

LE CENTRE DE RECHERCHE DU CHUM REÇOIT 18,4 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE PROJET OPTI-THERA - Le Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM) bénéficie d'une aide financière des secteurs public et privé de 18,4 millions de dollars pour la réalisation du projet Opti-Thera. Ce programme de recherche, mis sur pied par des chercheurs du CRCHUM en collaboration avec des collègues de la Faculté de pharmacie de l'Université de Montréal, du CHU Sainte-Justine et du Comité d'éthique de la recherche du Centre universitaire de santé McGill, vise à favoriser le développement de la médecine personnalisée au Québec... <http://www.newswire.ca/en/story/1306631/le-centre-de-recherche-du-chum-recoit-18-4-millions-de-dollars-pour-le-projet-opti-thera>

PLAN DE TRAVAIL POUR INFIRMIÈRES EN SOINS INTENSIFS: LE SYNDICAT INQUIET D'UN MANQUE DE VOLONTÉ - La présidente du syndicat des professionnelles de la santé du Haut-Richelieu-Rouville (SPSHRR), Sylvie Jovin, s'inquiète et craint que les infirmières de soins intensifs se découragent devant les heures supplémentaires qu'elles doivent faire...<http://www.hebdosregionaux.ca/monteregie/2014/02/11/le-syndicat-inquiet-dun-manque-de-volonte>

ÉTUDE: La productivité des médecins décline - Les facultés de médecine ont diplômé des centaines de nouveaux médecins depuis 2007. Mais la productivité totale du corps médical décline plutôt que d'augmenter, selon le chercheur Damien Contandriopoulos.<http://www.ledevoir.com/societe/sante/400098/la-productivite-des-medecins-decline>

À LA MERCI DES MÉDECINS - LETTRE AU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, RÉJEAN HÉBERT - En campagne électorale il y a moins de deux ans, vous aviez pris l'engagement que chaque Québécois aurait accès à un médecin de famille à l'intérieur d'un premier mandat du Parti québécois...
<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/400310/a-la-merci-des-medecins>

LE PATIENT SUIT L'ARGENT - Bureaucratie, autoritarisme et électoralisme: voilà le mélange toxique qui imprègne la récente directive du ministère de la Santé. Une directive qui a jeté l'effroi parmi les personnes atteintes du cancer...
<http://www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201402/17/01-4739810-le-patient-suit-largent.php>

LA LOI DU SILENCE RÈGNE AU CSSSVO - Si vous pensiez pouvoir lire des réactions d'employés de l'hôpital dans ces pages, oubliez tout de suite cette idée. Selon nos informations, la direction empêche tout employé de communiquer avec les médias, sous peine de sanctions...<http://www.lechoabitibien.ca/2014/02/13/la-loi-du-silence-regne-au-csssvo>

ENQUÊTE AU CSSSVO: LE RAPPORT DEVRAIT ÊTRE DÉPOSÉ EN MAI - On devrait connaître en mai le portrait complet de la situation qui prévaut au Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-l'Or (CSSSVO), aux prises avec un important déficit chronique... <http://www.abitibiexpress.ca/Actualites/2014-02-13/article-3614763/Enquete-au-CSSSVO%3A-le-rapport-devrait-etre-depose-en-mai/1>

LES INFIRMIÈRES SONGENT À DES CLINIQUES DE QUARTIER SANS MÉDECIN - Elles veulent être libres, libres de soigner : les infirmières continuent de revendiquer une plus grande autonomie. Cette fois-ci, c'est leur syndicat qui se lève pour réclamer des cliniques de première ligne sans médecin. Et de petites maisons pour personnes âgées, autogérées...
<http://goo.gl/ME72PB>

LA CSQ, LA FSQ ET LA F4S DÉNONCENT LE « MARAUDAGE » DÉGUISÉ DE LA FIQ - La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et ses fédérations affiliées en santé, la Fédération de la santé du Québec (FSQ-CSQ) et la Fédération des syndicats de la santé et des services sociaux (F4S-CSQ), dénoncent l'hypocrisie de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) qui, sous prétexte de vouloir améliorer le système de santé québécois, lance une campagne de « maraudage syndical » qui coûtera inutilement cher en argent et en énergie aux travailleuses et aux travailleurs de la santé... <http://www.lelizard.com/communiqu-2924431.html>

L'APTS RÉITÈRE SON ATTACHEMENT AUX ALLIANCES AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS SYNDICALES ET PROGRESSISTES - L'APTS, l'organisation syndicale la plus représentative des professionnels et des techniciens du réseau de la santé, n'a pas adopté de résolution dans ses instances en faveur de la création d'une nouvelle organisation syndicale en santé. « Toute proposition allant dans cette direction n'émane aucunement de l'APTS et n'a jamais été discutée dans les forums appropriés », affirme la présidente de l'APTS, Carolle Dubé.
<http://www.lelizard.com/communiqu-2921861.html>

LA BONNE IDÉE DES INFIRMIÈRES - Des cliniques d'infirmières pour traiter les cas mineurs, ajuster les médicaments, faire à l'occasion de la prévention? Quelle bonne idée!..
<http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/lysiane-gagnon/201402/19/01-4740559-la-bonne-idee-des-infirmieres.php>

LE DÉFICIT PRÉVU A DIMINUÉ AU CENTRE DE SANTÉ - Alors que le Centre de santé et des services sociaux de Rouyn-Noranda (CSSSRN) projetait un déficit de 700 000 \$ à l'automne dernier, les prévisions actuelles sont de 400 000 \$ pour l'année financière en cours... <http://www.lafrontiere.ca/2014/02/19/le-deficit-prevu-a-diminue-au-centre-de-sante>

RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE : SURSIS D'UN AN POUR LA POMMERAIE - Le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) La Pommeraie disposera d'un an de plus pour retrouver l'équilibre budgétaire. Hier soir, lors de la séance du conseil d'administration, le directeur général de l'établissement, Bruno Petrucci, a annoncé que l'Agence de santé et de services sociaux de la Montérégie avait accepté de leur fournir un soutien à l'équilibre budgétaire pour l'année 2013-2014. En termes clairs, le CSSS pourra présenter un déficit de 866 000\$ à la fin de la présente année financière au mois de mars, mais elle devra rembourser celui-ci sur son budget de l'année suivante... <http://www.lapresse.ca/la-voix-de-lest/actualites/201402/19/01-4740591-retour-a-lequilibre-budgetaire-sursis-dun-an-pour-la-pommerraie.php>

UNE RÉFORME DE LA GOUVERNANCE S'IMPOSE DANS LES HÔPITAUX - Le gouvernement du Québec croyait avoir mené à bien la réforme de la gouvernance de ses établissements de santé grâce à la loi 127, adoptée en juin 2011. Il faut toutefois se rendre à l'évidence et admettre que cette réforme a été insuffisante. En témoigne la crise que vient de vivre le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). Elle a été marquée par le renvoi du directeur général, Christian Paire, les enquêtes et les analyses qu'y a faites l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, et la démission récente de son président du conseil d'administration (CA). **(à la fin du Bull'info)**

ENCORE 18 536 PATIENTS EN ATTENTE D'UN MÉDECIN EN MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC - Dans la région, 18 536 patients sont toujours en attente d'un médecin de famille. Le temps d'attente moyen est de presque un an... <http://www.lapresse.ca/le-nouvelliste/sante/201402/20/01-4740638-encore-18-536-patients-en-attente-dun-medecin-en-mauricie-centre-du-quebec.php>

2013-2014: LA SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX ONT COÛTÉ PRÈS DE 37,4 MILLIARDS - Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a silencieusement déposé les «Comptes de la santé» 2013-2014 sur son site Web mardi, à deux jours du dépôt du budget. L'exercice de transparence mené depuis 2010 dresse le bilan des dépenses et des revenus du plus imposant ministère... <http://www.ledevoir.com/societe/sante/400425/2013-2014-la-sante-et-les-services-sociaux-ont-coute>



LE DOCUMENT DU MSSS : LES COMPTES DE LA SANTÉ 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014
<http://www.ledevoir.com/documents/pdf/comptessante19022014.pdf>

LE COÛT DE LA SANTÉ - Les infirmières à 100 000 \$? Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Le phénomène s'amplifie, tout simplement. Parce que le problème de recrutement de personnel infirmier se perpétue depuis des années : malgré l'instauration de primes de rétention à l'époque du gouvernement libéral, la pénurie est encore criante... <http://www.lapresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-jury/201402/18/01-4740226-le-cout-de-la-sante.php>

LES PARAMÉDICS VONT MANIFESTER - Se sentant abandonnés par le ministre de la Santé et l'Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent, les paramédics de la Fraternité Mitis-Rimouki-Neigette manifesteront devant les bureaux de l'Agence, lundi matin, pour exprimer leur mécontentement... <http://www.hebdosregionaux.ca/bas-st-laurent/2014/02/20/les-paramedics-vont-manifester>

La marchandisation de la santé :

AQESSS: DES «INFORMATIONS PRIVILÉGIÉES» À 4000\$ - Moyennant un «membership» de 4000\$ par année, des entreprises du domaine de la santé peuvent devenir des «membres affaires» de l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux (AQESSS) et peuvent ainsi obtenir des «informations privilégiées», a constaté La Presse... <http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201402/20/01-4741005-agesss-des-informations-privilegiees-a-4000.php>

Santé mentale :

C'EST NORMAL, DOCTEUR? - Les psys au chevet de la société - On a fait venir le docteur au chevet du malade. En direct de Pinel à part ça, rien de trop beau pour la classe moyenne. « Dites, docteur ? C'est normal que deux ados sautent une coche et s'en aillent tirer les voisins à bout portant, avant de vouloir se suicider ? » Rivés devant nos téléviseurs, un dimanche soir, nous quêtions un sens, un début de réponse, nous « freakons des bananes », comme dit mon B de dix ans... <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/400692/c-est-normal-docteur>

Maladies nosocomiales :

LE C. DIFFICILE: L'HÔPITAL EST INCAPABLE D'EN VENIR À BOUT - Après un an et demi de lutte, l'Hôpital du Haut-Richelieu n'arrive toujours pas à se libérer de la présence de la bactérie C. difficile... <http://www.lechodesaintjean.ca/2014/02/06/lhopital-est-incapable-den-venir-a-bout>

PLUS DE 400 CAS DE CONJONCTIVITE AU MANICOUAGAN - L'épidémie de conjonctivite qui frappe la Manicouagan cause de sérieux maux de tête aux autorités du Centre de santé de la région, qui doit revoir l'ensemble de ses opérations. On estime que le nombre de cas déclarés est maintenant passé au-dessus de 400, soit environ une centaine de plus dans la dernière semaine... <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/sante/201402/17/01-4739786-plus-de-400-cas-de-conjonctivite-au-manicouagan.php>

Coûts de la santé :

LE COÛT DE LA SANTÉ - Les infirmières à 100 000 \$? Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Le phénomène s'amplifie, tout simplement. Parce que le problème de recrutement de personnel infirmier se perpétue depuis des années : malgré l'instauration de primes de rétention à l'époque du gouvernement libéral, la pénurie est encore criante.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-jury/201402/18/01-4740226-le-cout-de-la-sante.php>

RÉJEAN HÉBERT VEUT RENÉGOCIER AVEC LES MÉDECINS - Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Réjean Hébert, envisage de relancer les négociations avec les médecins pour étaler sur une plus longue période leurs coûteuses augmentations salariales... <http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201402/19/01-4740262-rejean-hebert-veut-renegocier-avec-les-medecins.php>

PDG D'UNE FONDATION D'HÔPITAL: Un demi-million \$ pour diriger la Fondation de l'Hôpital général de Montréal...<http://www.journaldemontreal.com/2014/02/18/un-demi-million--pour-diriger-la-fondation-dun-hopital>

Hébergement :

PERSONNES ÂGÉES: Soigner ou soulager? - Cette semaine, la présidente d'un comité scientifique du ministère de la Santé, Marie-France Simard, proposait d'orienter les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) vers les soins palliatifs. Mais sa position ne fait pas l'unanimité et certains craignent les dérapages. Quand la vie égraine ses derniers mois, faut-il soigner ou soulager ? <http://www.ledevoir.com/societe/sante/400037/soigner-ou-soulager>

Médicaments :

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS: «UNE CATASTROPHE NOUS PEND AU BOUT DU NEZ» - Chaque jour, les pharmaciens doivent composer avec des pénuries de médicaments. Et ils n'en peuvent plus. Un jour ou l'autre, il y aura des morts, préviennent-ils... <http://goo.gl/v6JE3d>

OTTAWA MONTRÉ DU DOIGT PAR QUÉBEC ET LES MÉDECINS - Les professionnels de la santé ne sont pas les seuls à s'inquiéter pour la santé des patients. Le gouvernement du Québec a interpellé le fédéral récemment pour qu'il agisse afin de prévenir d'autres pénuries de médicaments...<http://goo.gl/smjIVJ>

DES REMÈDES AU GASPILLAGE: 8.5 MILLIARDS DE DOLLARS. - C'est ce que nous dépensons annuellement au Québec pour les médicaments. L'État assume près de la moitié de cette facture. Depuis 30 ans leur coût et leur consommation augmentent de manière incontrôlée en raison de politiques complaisantes. Le Québec est un des endroits sur la planète où la situation est la pire. Cette hémorragie nous coûte collectivement des milliards de dollars. Il existe des remèdes à ce gaspillage. D'autres pays l'ont fait et économisent des milliards. Pourquoi pas nous?...
<http://lesmedicaments.ca/#introduction>

Droits des femmes :

UN ORGANISME PRO-VIE DÉNONCE UNE PRATIQUE D'UN CSSS - L'organisme Campagne Québec-Vie critique le CSSS Jeanne-Mance pour leur contribution à la réalisation d'avortements tardifs. «Ici au CSSS, on fait des avortements jusqu'à 23 semaines de grossesse, selon certains témoignages. J'ai 3 enfants en bas âge et je me rappelle très bien qu'à 23 semaines de grossesse, tu peux jouer avec l'enfant dans le ventre de sa mère», regrette Georges Buscemi, président de l'organisme pro-vie Campagne Québec-Vie, qui se dit contre toute forme d'avortement...
<http://journalmetro.com/actualites/montreal/449121/un-organisme-pro-vie-denonce-une-pratique-dun-csss/>

Personnes handicapées :

PROTECTION SOCIALE: Les handicapés, ces « assistés » que les conservateurs britanniques veulent remettre au travail - Sous prétexte de coupes budgétaires, le Royaume-Uni recourt à des sociétés privées pour sous-traiter des missions auparavant réalisées par son administration publique. La société française Atos s'est vue confier la tâche de mettre en œuvre la réforme des pensions que perçoivent invalides et handicapés. Et d'évaluer leur aptitude au travail. Résultat : malgré des pathologies lourdes, plusieurs dizaines de milliers de bénéficiaires ont été recalés et exclus de ce système de

protection sociale. Les recours se multiplient et la colère gronde contre les méthodes d'Atos...

<http://www.bastamag.net/Les-handicapes-ces-assistes-que>

PLUS DE PAUVRETÉ CHEZ LES PERSONNES HANDICAPÉES - Les Canadiens qui vivent avec un handicap font face à des défis persistants qui affectent leur bien-être et ils doivent composer avec un plus haut taux de pauvreté, peut-on lire dans un rapport rendu public mardi. Quatre ans après la ratification par le gouvernement fédéral de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, Ottawa a publié son premier rapport de suivi...

<http://journalmetro.com/actualites/national/450323/plus-de-pauvrete-chez-les-personnes-handicapees/>

Conditions de vie :

TABAGISME: Des médecins pressent le ministre de la Santé de renforcer la loi sur le tabac - Frustrés des nombreux retards dans la révision de la Loi sur le tabac, des dizaines de médecins ont écrit au ministre de la Santé pour exiger une action urgente... <http://www.journaldequebec.com/2014/02/19/des-medecins-presentent-le-ministre-de-la-sante-de-renforcer-la-loi-sur-le-tabac>

Environnement :

Baigner dans l'huile à Anticosti? - Ça baigne dans l'huile à Anticosti et l'argent coulera à flots dans les coffres de l'État québécois? Vraiment? Pas tout à fait... Pas que l'annonce du gouvernement des 115 millions de dollars d'investissement pour aider trois compagnies privées à procéder à l'exploration du pétrole de schiste ne soit étonnante... <http://blogues.journaldemontreal.com/joseelegault/politique-quebecoise/baigner-dans-lhuile-a-anticosti/>

Assurance-emploi :

RÉFORME DE L'ASSURANCE-EMPLOI : QUAND IL N'Y A PLUS RIEN DEVANT SOI - Trois chômeuses, qui travaillent au Centre sylvicole de Forestville, traverseront sous peu plusieurs semaines sans revenu. Maryse Laurencelle, Jacynthe Boucahrd et Marie-Hélène Émond travaillent de quatre à cinq mois par année, selon les conditions climatiques. Cette année, pour survivre, elles devront s'endetter ou recourir à l'aide sociale... <http://ici.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2014/02/18/010-cote-nord-assurance-emploi-femmes-trou-noir.shtml>

Inégalités et partage de la richesse :

LA MODÉRATION A BIEN MEILLEUR COÛT: LE PRIX DES INÉGALITÉS (2/2) - Un précédent billet montrait que les inégalités sont un phénomène complexe et coûteux en termes d'efficacité économique. Le présent billet abordera leur rôle dans la Grande Récession de 2008 ainsi que leurs effets négatifs sur la croissance, sur la qualité de la main-d'œuvre, sur le bien-être de la population et sur la mobilité sociale... http://quebec.huffingtonpost.ca/nicolas-zorn/moderation-bien-meilleur-cout-prix-inegalites_b_4766937.html

«NOS ÉCONOMIES SONT ACCROS À LA DETTE» - Adair Turner, l'ancien patron du gendarme financier britannique, tire le signal d'alarme. - Aucun grand pays développé ne s'est encore attaqué aux maux à l'origine de la grande récession de 2008. À savoir, «l'inquiétante addiction de nos économies à la dette privée ». Voici le constat plutôt alarmant que fait Lord Adair Turner, patron de la Financial Services Authority (FSA, le gendarme financier britannique) entre 2008 et 2013. De passage à Francfort pour une conférence sur le sujet, ce fin connaisseur de la finance a confié ses réflexions au Monde. (à la fin du Bull'Info)

UN NOUVEAU CENTRE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES EST CRÉÉ - L'ex-ministre des Finances Raymond Bachand présidera le conseil de l'Institut - Dans un effort de rapprochement du Québec, le Conference Board du Canada s'associe avec HEC Montréal pour créer conjointement l'Institut du Québec... <http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201402/20/01-4740687-un-nouveau-centre-de-recherches-economiques-est-cree.php>

Paradis fiscaux :

DANS L'OMBRE DES PARADIS FISCAUX: DANS UN NOUVEL OUVRAGE, ALAIN DENEULT REMONTE LE FIL DES LIENS FINANCIERS ENTRE LE CANADA ET LES CARAÏBES - Alain Deneault nous avertit d'entrée de jeu : la création des paradis

fiscaux n'est pas le résultat d'un vaste complot ourdi dans les salons feutrés. « Ce n'est jamais un complot », laisse-t-il tomber. « Ce ne sont jamais des gens qui s'assoient et qui disent "faisons les paradis fiscaux". » Plutôt une affaire d'astres qui, ici et là, ont eu tendance à s'aligner. <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/400873/dans-l-ombre-des-paradis-fiscaux>

EXTRAIT D'OUVRAGE: LA BARBADE, NOTRE PARADIS FISCAL- Pourquoi le Canada y envoie-t-il 60 milliards annuellement? - Comme la Suisse est le paradis fiscal de la France, de la même manière que le Liechtenstein a adapté sa législation pour devenir la doublure négative de l'Allemagne, la Barbade est devenue dans les années 1980 le paradis fiscal destiné à neutraliser le droit fiscal canadien. La petite île de moins de 300 000 habitants se révèle en effet la troisième destination des capitaux canadiens dans le monde, après les États-Unis et le Royaume-Uni. Les gens d'affaires du Canada y ont injecté près de 60 milliards de dollars en 2012 seulement, soit une augmentation de près de 80 % depuis 2007... <http://goo.gl/hmbFgL>

Libre-échange :

L'ALENA RENÉGOCIÉ EN TOUTE DISCRÉTION - Le «traité du siècle dernier», s'il représentait alors un modèle, risque fort d'être soumis aux autres accords actuellement en négociation - Traité commercial « du siècle dernier » qui a, depuis longtemps, donné tout ce qu'il avait à donner, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) est en voie d'être profondément modifié sans qu'il y paraisse, estiment des experts...

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/400239/l-alena-renegocie-en-toute-discretion>

Le Devoir, 18 février 2014

«Nos économies sont accros à la dette» - Adair Turner, l'ancien patron du gendarme financier britannique, tire le signal d'alarme.

Aucun grand pays développé ne s'est encore attaqué aux maux à l'origine de la grande récession de 2008. À savoir, «l'inquiétante addiction de nos économies à la dette privée ». Voici le constat plutôt alarmant que fait Lord Adair Turner, patron de la Financial Services Authority (FSA, le gendarme financier britannique) entre 2008 et 2013. De passage à Francfort pour une conférence sur le sujet, ce fin connaisseur de la finance a confié ses réflexions au Monde.

« Depuis la crise, les régulateurs des différents pays ont agi pour réparer le système financier, constate Lord Turner, aujourd'hui membre de l'Institute for New Economic Thinking, le think tank créé par le milliardaire George Soros. Mais nous n'avons encore rien fait pour contenir les dérives de l'endettement des ménages et des entreprises, qui conduisent inévitablement à de graves crises. »

Depuis des décennies, le crédit au secteur privé a en effet grossi plus vite que le PIB dans nombre d'économies avancées, où il est en moyenne passé de 50 % du PIB dans les années 1950 à 170 % en 2007. Au Royaume-Uni, la dette des ménages a gonflé de 15 % du PIB en 1964 à 95 % en 2008. Aux États-Unis, l'endettement privé a même grimpé de 50 % du PIB en 1945 à 200 % en 2008 !

À cette dépendance, Lord Turner recense trois causes. L'hypertrophie du secteur immobilier dans de nombreux pays, d'abord. « La construction attire des flux de capitaux massifs, nourris par les effets de levier, sans que cela soit toujours utile à l'économie », explique-t-il.

La croissance des inégalités, ensuite, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni. « Plus la proportion de ménages peu aisés augmente, plus la tentation du recours au crédit pour soutenir la consommation et la croissance est forte : c'est ce cercle vicieux qui a conduit aux dérives des subprimes », commente-t-il.

Le troisième facteur alimentant l'addiction à la dette est, enfin, le déséquilibre mondial entre les pays affichant de forts excédents extérieurs, tels que la Chine ou l'Allemagne, et les pays déficitaires, comme les États-Unis ou certains pays périphériques de la zone euro. « Cela engendre d'immenses flux de capitaux déstructurants », détaille Lord Turner.

Cette « addiction à la dette » est également l'un des facteurs expliquant pourquoi la reprise économique aux États-Unis et en Europe est décevante. Surtout si l'on songe aux mesures sans précédent mises en oeuvre par les banques centrales pour tenter de réanimer l'activité.

Économie redistributive

Comment résoudre ces déséquilibres ? « La réponse est extrêmement complexe, car il faut à la fois trouver une façon de réduire les dettes accumulées et de mettre un terme à l'addiction à l'endettement à l'avenir », convient Lord Turner. La réduction des inégalités passe, selon lui, par des « systèmes économiques plus redistributifs », tandis que les déséquilibres mondiaux ne pourront être résolus que par des réformes structurelles dans les pays concernés. « Du côté de l'immobilier, c'est bien simple, explique Lord Turner. Un secteur financier non régulé produit mécaniquement, à terme, ce genre d'abus, c'est-à-dire des gaspillages et des bulles. » Il faut donc renforcer encore sa régulation.

Et il y a urgence, car après l'Europe et les États-Unis, les pays émergents commencent, eux aussi, à voir leur endettement privé s'emballer. Notamment en Chine, où le crédit au secteur privé non financier a grimpé d'environ 130 % du PIB en 2008 à près de 200 % en 2013. S'ils n'y prennent pas garde, ces États pourraient, d'ici quelques années, souffrir des mêmes maux que les États-Unis, l'Irlande ou l'Espagne, où l'endettement privé atteignait des proportions insoutenables avant la crise.

Pour bien faire les choses, il faudrait également revoir de A à Z nos conceptions économiques sur le sujet. Loin d'être perçue comme le ferment de crises potentielles, la dépendance à la dette était, avant 2008, conçue comme un support indispensable à l'activité. « Mais le choc des subprimes a démontré qu'un secteur financier mal régulé nourrit le crédit de façon inappropriée, tout en rendant les économies plus fragiles et l'éclatement des bulles bien plus ravageur », détaille-t-il.

Cela explique probablement en partie pourquoi les banques centrales ont failli à identifier le problème. Avant la crise, elles se concentraient en effet sur un grand objectif : maintenir un taux d'inflation bas et stable, et ce grâce à un outil principal, les taux d'intérêt à court terme. « Elles n'ont pas accordé une attention suffisante aux bilans des établissements financiers, explique Lord Turner. Ils auraient pourtant révélé que la croissance déraisonnable du crédit était la source des déséquilibres à venir. »

Une réforme de la gouvernance s'impose dans les hôpitaux

Les Affaires, 22 février 2014

Le gouvernement du Québec croyait avoir mené à bien la réforme de la gouvernance de ses établissements de santé grâce à la loi 127, adoptée en juin 2011.

Il faut toutefois se rendre à l'évidence et admettre que cette réforme a été insuffisante. En témoigne la crise que vient de vivre le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). Elle a été marquée par le renvoi du directeur général, Christian Paire, les enquêtes et les analyses qu'y a faites l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, et la démission récente de son président du conseil d'administration (CA).

Le rapport que viennent de déposer les deux accompagnateurs mandatés par l'Agence auprès du CA du CHUM est très révélateur. Voici des inefficacités qu'on y a décelées :

- Les comités du CA sont mal constitués ; par exemple, le comité des ressources humaines est formé de représentants internes, dont un président de syndicat ;
- Le comité exécutif prend des décisions qui devraient être prises par l'ensemble du CA ;
- Les membres du CA ont un taux d'absentéisme élevé ;
- La période de questions réservée au public est utilisée à mauvais escient ; des employés viennent y faire des représentations ;

- L'ordre du jour n'est pas préparé par le président du conseil et le directeur général, mais par la direction des affaires institutionnelles et juridiques ;
- Des membres du CA et de comités n'ont pas accès à tous les documents ; cela nuit à une bonne compréhension des enjeux par l'ensemble des membres ;
- Plusieurs règles de gouvernance tardent à se mettre en place ; c'est le cas d'un code de conduite pour les administrateurs, de l'évaluation du CA et de l'établissement de profils de compétences pour le recrutement de nouveaux administrateurs ;
- Des documents sont déposés séance tenante au lieu de l'être avant la réunion, de façon à permettre aux membres du conseil d'avoir le temps d'en prendre connaissance.

Pas de vérification interne

Malgré sa taille imposante, le CHUM n'a pas de service de vérification interne. C'est aussi le cas pour la presque totalité des centres de services de santé du Québec. Ceux-ci s'exposent alors à des fraudes et à d'autres malversations qui pourraient leur coûter très cher. Dans la même veine, les hôpitaux gèrent très peu les risques autres que ceux qui sont associés aux soins (risques financiers, technologiques, liés à la protection des actifs, aux ressources humaines, à la réputation, etc.).

Certains des manquements associés au CHUM résultent d'une mauvaise gestion de sa gouvernance, mais d'autres faiblesses découlent de la structure même de la gouvernance imposée par la loi. Plusieurs aspects de cette structure devraient être améliorés.

Les CA des établissements de santé comptent trop de membres (de 18 à 21, selon la loi) ; le CHUM en a 20, parmi lesquels neuf sont délégués par des groupes d'intérêt (médecins, infirmières, personnel non clinique, université, fondation, usagers). Certains de ces délégués se voient comme des représentants de leur groupe d'intérêt et non comme des mandataires de l'hôpital, et se comportent en conséquence.

Le fait que le CHUM a un comité exécutif et que certains membres du CA représentent des employés amène la direction à ne communiquer l'information sensible et certains documents qu'aux membres du comité exécutif. Il en résulte deux catégories d'administrateurs, les bien informés et les autres, ce qui crée une source de tension au sein du CA. C'est un vice de structure. Les accompagnateurs recommandent que l'on réévalue la pertinence de maintenir le comité exécutif. La tendance en gouvernance est d'éliminer les comités exécutifs.

On demande beaucoup aux administrateurs d'un centre de services de santé, et il a sûrement été frustrant pour les administrateurs du CHUM de s'être fait dire par le ministre Réjean Hébert qu'ils avaient mal accompli leur travail. Ces administrateurs ne sont pas payés, même s'ils exercent des fonctions aussi importantes que celles des administrateurs de sociétés d'État commerciales qui, eux, sont rémunérés.

Le président du conseil d'un établissement de santé, qui n'a pas de rémunération, endosse de très importantes responsabilités et il doit travailler en tandem avec le directeur général. Dans le cas du CHUM, le président du conseil doit s'assurer de l'efficacité d'un CA qui gère un hôpital doté d'un budget de 900 millions de dollars, qui emploie 12 000 personnes et qui mène à terme un projet immobilier de 2 milliards de dollars. Il faut s'ennuyer, être naïf ou être à la recherche d'une grande visibilité pour accepter une telle tâche sans rémunération et l'assumer correctement.

Il importe que Québec revoie la gouvernance de ses établissements de santé. Sans cela, il exposera les contribuables à des risques qui pourraient leur coûter très cher.

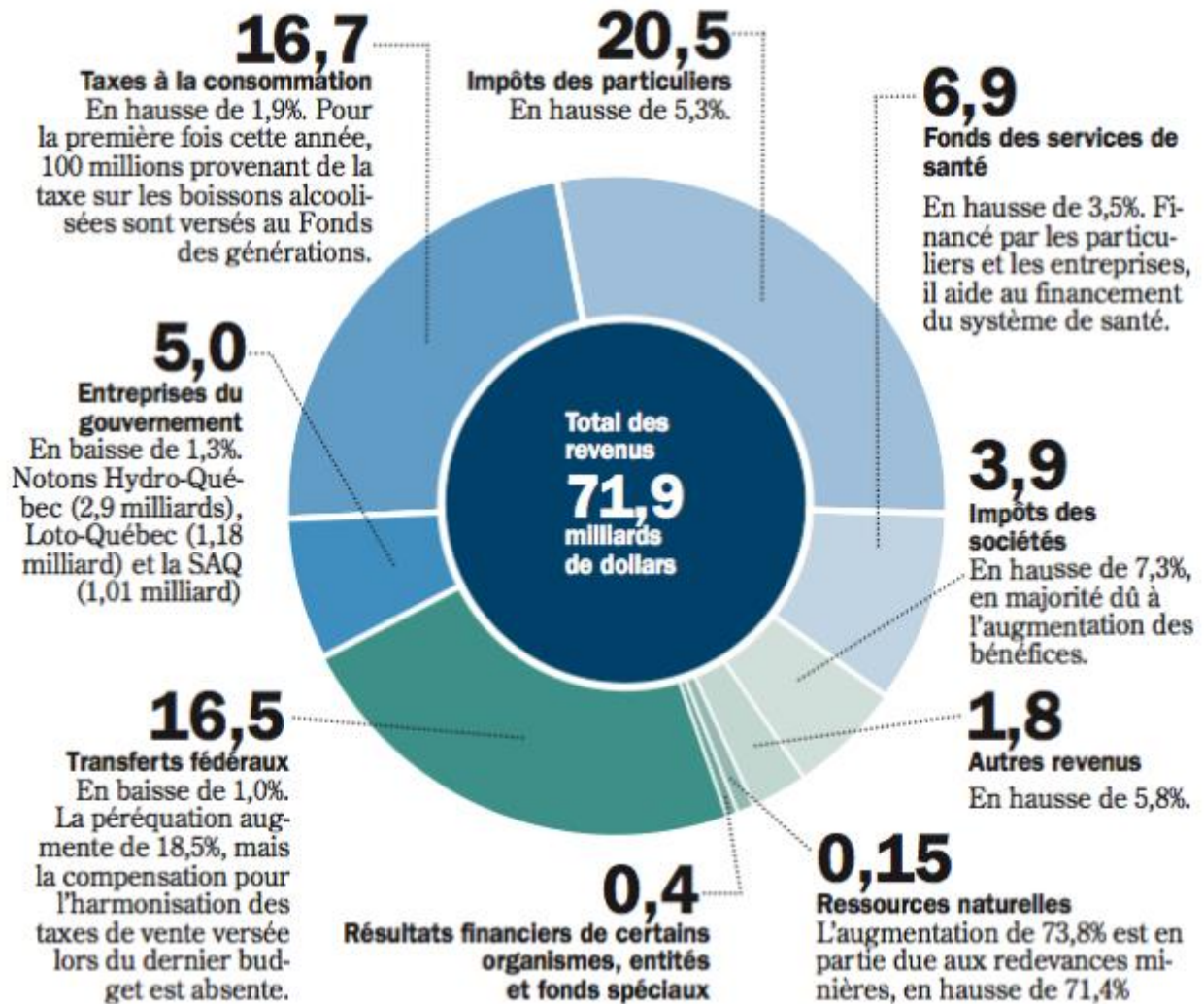
Le budget Marceau

(graphiques Le Devoir)

Question : Les impôts des particuliers qui composent 20,5 % de l'assiette fiscale, alors que les impôts des sociétés n'y contribuent que pour 3,9%... Y'a pas comme un déséquilibre, là?

Les revenus

en milliards de dollars



Les dépenses

en milliards de dollars

2%

La limite imposée à la **croissance des dépenses de programmes** pour les trois prochaines années. Le gouvernement est peu loquace sur la répartition des dépenses par ministère.

17,1
Éducation, Loisir, Sport, Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie
Québec espère économiser 125 millions avec entre autres des consolidations dans le réseau des commissions scolaires.

15,8
Autres ministères
Le gouvernement cherchera à limiter l'augmentation de la masse salariale au cours des prochaines négociations collectives.

8,6
Service de la dette
En hausse de 1,1%. La dette brute devrait s'élever à 205,6 millions en 2015, soit 54,4% du PIB.

Total des dépenses
73,7
milliards de dollars

32,2
Santé et Services sociaux
En hausse de 3%. Québec compte entre autres négocier l'étalement de la hausse salariale consentie aux médecins pour freiner l'augmentation des dépenses. La réforme du financement nécessite un investissement de 55 millions sur deux ans.